

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 421

15 février 2016

SOMMAIRE

1. Sicav	20172	Transcargo S.A.	20167
7 Seas Orthodontics S.A.	20169	Transcargo S.A.	20169
Avallux S.à r.l.	20195	Transcargo S.A.	20170
Axa Alternative Participations III, SICAV-FIS	20174	UniInstitutional Convertibles Protect	20171
AXA Alternative Participations Sicav I	20172	UniInstitutional Convertibles Protect	20170
AXA Alternative Participations Sicav II	20173	UniInstitutional EM Corporate Bonds	20169
Backstein Finanzgesellschaft A.G.	20204	UniInstitutional EM Corporate Bonds	20169
Cybea Cyber Asset Managers S.A.	20169	UniInstitutional European Corporate Bonds +	20167
Dome Capital S.à r.l.	20205	UniInstitutional European Corporate Bonds +	20168
Europe Capital Partners V Lux GP S.à r.l. ..	20171	UniInstitutional German Corporate Bonds+	20168
Finmaco S.A.	20162	UniInstitutional German Corporate Bonds+	20168
Fonds Direkt Sicav	20164	UniInstitutional Global Bonds Select	20171
GMO-LUX S.à r.l.	20208	UniInstitutional Global Bonds Select	20171
Holding Papermill International S.A.	20165	UniInstitutional Global Convertibles	20167
International Chemical Investors S.E.	20202	UniInstitutional Global Convertibles	20166
International Chemical Investors VII S.A. ...	20202	UniInstitutional Global Convertibles Sustaina- ble	20166
International Golf & Leisure S.A.	20162	UniInstitutional Global Convertibles Sustaina- ble	20166
Lavipharm Group Holding	20164	UniInstitutional Global Corporate Bonds Sus- tainable	20170
Partners Group Generations S.A., SICAV-SIF	20185	UniInstitutional Global High Yield Bonds ...	20168
Randstad Luxembourg International S.à r.l.	20175	UniInstitutional Global High Yield Bonds ...	20165
Sapphire (Harlow) Nominee Limited	20165	UniInstitutional Local EM Bonds	20166
SPB Power S.à r.l.	20170	UniInstitutional Local EM Bonds	20170
The Baring Mexico Private Equity Investment Company	20166	Vates	20163
Time Century Luxembourg S.à r.l.	20171		
TNI Luxco 1 S.A.	20167		
Top - Prom S.à r.l.	20168		
Transcargo S.A.	20167		

Finmaco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 53, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 151.936.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2016 à 16h00 au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014
4. Affectation du résultat
5. Décision conformément à l'article 100 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la Société
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
7. Divers

Les actionnaires sont invités à se présenter, munis d'un certificat de blocage émanant du dépositaire agréé selon la loi du 28 juillet 2014.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION .

Référence de publication: 2016063468/21.

International Golf & Leisure S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9748 Eselborn, Mecherwee.

R.C.S. Luxembourg B 96.592.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister par le présent avis aux Assemblées Générales suivantes qui se tiendront successivement:

le mardi 1^{er} mars 2016 à 15.00 heures au siège social de la société:

I- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE*Ordre du jour:*

1. Décision sur la tenue anticipée de l'assemblée générale ordinaire annuelle.
2. Rapport du conseil d'administration relatif à l'exercice social 2015.
3. Rapport du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social 2015.
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015.
5. Affectation du résultat.
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
7. Démission d'un administrateur et décision en relation avec le mandat d'administrateur.
8. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes de la société pour une durée d'une année.

II- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE*Ordre du jour:*

1. Annulation des actions qui n'ont pas été immobilisées dans le délai fixé par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et réduction consécutive du capital social à hauteur du montant correspondant au prix déterminé suivant le paragraphe 5 de l'article 6 de cette loi.
Suivant les dispositions légales, l'annulation des actions au porteur sera opérée à un prix obtenu en divisant le montant des capitaux propres de la société tels qu'ils ressortent du dernier bilan de la société établi à une date qui ne peut être antérieure de plus de deux mois à la décision d'annulation, par le nombre d'actions émises par la société, ledit prix devant être diminué du montant des primes et réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer ainsi que des frais et commissions relatifs à l'acte de réduction de capital.
Les fonds correspondant aux actions ainsi annulées seront déposés à la Caisse de consignation jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité d'actionnaire en demande la restitution.
2. Réduction corrélative du nombre des actions au porteur annulées et constatation du montant du capital social réduit à hauteur du prix de ces actions déterminé suivant la méthode définie par la susdite loi du 28 juillet 2014.
3. Modification de la forme des actions composant le capital social qui prendront la forme dématérialisée dans les conditions fixées par la loi du 6 avril 2013 relative aux titres dématérialisés.

4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la société suite aux changements à intervenir sub. 2), 3) et 4) dans le cadre du capital social.
5. Fixation du montant du capital autorisé à EUR 4.305.000, représenté par 35.000 actions dématérialisées sans valeur nominale. Autorisation à accorder pour cinq ans au conseil d'administration, à dater de la publication des modifications statutaires, d'augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, dans les conditions fixées à l'article 6 des statuts et en application de l'article 32 (5) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales. Autorisation au conseil d'administration de supprimer ou de limiter le droit de préférence des anciens actionnaires lors d'une augmentation du capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Suppression de la possibilité de coter en bourse les actions de la société.
Modification subséquente de l'article 6 des statuts.
6. Suppression de l'alinéa 2 de l'article 8 des statuts relatif à l'émission de certificats représentatifs d'actions.
7. Adaptation de l'alinéa 2 de l'article 13 des statuts afin de remplacer le terme «administrateurs» par celui d'«administrations».
8. Modification de l'article 16 des statuts concernant les modalités de représentation des actionnaires et de leur participation aux assemblées générales des actionnaires en tant que détenteurs d'actions dématérialisées.

Le Conseil d'Administration .

Chaque actionnaire est prié, conformément à la loi, d'adresser par écrit au dépositaire des actions au porteur désigné, la Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, une demande de certificat constatant les inscriptions le concernant.

Ce certificat devra être remis au siège de la société au plus tard avant la tenue des assemblées générales.

Les informations légales et documents relatifs aux assemblées générales et aux modifications statutaires à intervenir, y compris le texte des résolutions qui seront soumises au vote des actionnaires, peuvent être consultés au siège de la société.

Les actionnaires ont la faculté, suivant l'article 16 alinéa 5 des statuts de la société, de désigner par lettre simple ou télécopie un autre actionnaire comme mandataire.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires délibérera valablement quelle que soit la partie du capital social représentée et les résolutions sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital social est représentée (quorum) et les résolutions devront réunir les deux tiers des voix exprimées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut être convoquée, celle-ci décidant valablement sans quorum minimum nécessaire mais en réunissant les deux tiers des voix exprimées.

Sont automatiquement suspendus les droits de vote attachés aux actions au porteur qui n'ont pas été immobilisées à la date du 18 février 2016, conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Les actions dont le droit de vote est suspendu ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et des majorités au cours des assemblées générales des actionnaires. Les titulaires de ces actions ne sont pas admis aux assemblées générales.

Référence de publication: 2016064209/70.

Vates, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1c, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 167.548.

Die Aktionäre der Vates (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am Mittwoch, den 24. Februar 2016, um 14.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Billigung der Berichte des Verwaltungsrates sowie des Abschlussprüfers für das am 31. Oktober 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
2. Billigung der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Oktober 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses per 31. Oktober 2015
4. Entlastung des Verwaltungsrates für die Ausübung des Mandates während des am 31. Oktober 2015 abgelaufenen Geschäftsjahres
5. Wahl oder Wiederwahl des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
6. Genehmigung der Verwaltungsratsvergütungen
7. Sonstiges

Beschlüsse auf die Tagesordnung können ohne Anwesenheitsquorum mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Um an der Generalversammlung teilnehmen zu können bzw. ihr Stimmrecht durch einen bestellten Bevollmächtigten auszuüben, müssen Aktionäre sich bis spätestens 19. Februar 2016 bei der Domizilstelle der Gesellschaft, Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. (Fax Nr.: 00352 45 13 14 509, Corporate Services) angemeldet haben bzw. das am Sitz der Gesellschaft erhältliche Vollmachtsformular ausgefüllt zurückgesendet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien müssen mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen, dass ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Generalversammlung gesperrt sind. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens 19. Februar 2016 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein.

Der Jahresbericht ist bei der Zentralverwaltungsstelle während der üblichen Geschäftszeiten kostenlos erhältlich.

Munsbach, im Februar 2016

Vates

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2016060784/1346/34.

Lavipharm Group Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 33.244.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *25 février 2016* à 13:00 heures au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30/06/2010.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes.
5. Renouvellement et / ou nominations des administrateurs.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016060142/1267/18.

Fonds Direkt Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 70.709.

Teilfonds:

Fonds Direkt Sicav - Skyline Dynamik, ISIN LU0100002038

Fonds Direkt Sicav - Skyline Klassik, ISIN LU0100001907

Die Aktionäre der Fonds Direkt Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der aktionäre eingeladen, die am *24. Februar 2016* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. September 2015 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum 19. Februar 2016 vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Fonds Direkt Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 19. Februar 2016 anzumelden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2016060781/755/34.

Holding Papermill International S.A., Société Anonyme (en liquidation).

R.C.S. Luxembourg B 49.146.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 4 février 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société HOLDING PAPERMILL INTERNATIONAL S.A., dont le siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, a été dénoncé en date du 12 octobre 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge, et liquidateur Maître Catherine DELSAUX SCHOY, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 25 février 2016 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme
Maître Catherine Delsaux Schoy
Le liquidateur

Référence de publication: 2016063768/18.

(160025606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

UniInstitutional Global High Yield Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052622/10.

(160011092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Sapphire (Harlow) Nominee Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.629.158,00.

Siège de direction effectif: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.870.

Par résolutions signées en date du 30 novembre 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination de Romain Delvert, avec adresse professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196287/15.

(150219460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

UniInstitutional Local EM Bonds, Fonds Commun de Placement.

R.C.S. Luxembourg B 28.679.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052627/11.

(160011097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Global Convertibles Sustainable, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052614/10.

(160011084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Global Convertibles Sustainable, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052615/10.

(160011085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Global Convertibles, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052616/10.

(160011086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

The Baring Mexico Private Equity Investment Company, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 106.924.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015210822/12.

(150236080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Transcargo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 69.747.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof/Koerich, le 23 décembre 2015.

TRANSCARGO S.A.

L-8399 WINDHOF/KOERICH

Référence de publication: 2015210841/12.

(150236257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

UniInstitutional Global Convertibles, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052617/10.

(160011087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional European Corporate Bonds +, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052618/10.

(160011088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

TNI Luxco 1 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Sophie Zintzen

Mandataire

Référence de publication: 2015210832/12.

(150236426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Transcargo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 69.747.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof/Koerich, le 23 décembre 2015.

TRANSCARGO S.A.

L-8399 WINDHOF/KOERICH

Référence de publication: 2015210840/12.

(150236039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

UniInstitutional European Corporate Bonds +, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052619/10.

(160011089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional German Corporate Bonds+, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052620/10.

(160011090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional German Corporate Bonds+, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052621/10.

(160011091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Global High Yield Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052623/10.

(160011093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Top - Prom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 88, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.457.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 24/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015210834/12.

(150236295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Transcargo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 69.747.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof/Koerich, le 23 décembre 2015.

TRANSCARGO S.A.

L-8399 WINDHOF/KOERICH

Référence de publication: 2015210839/12.

(150236012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

UniInstitutional EM Corporate Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052624/10.

(160011094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional EM Corporate Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052625/10.

(160011095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

7 Seas Orthodontics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8057 Bertrange, 17B, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 180.997.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 23/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015210901/12.

(150235322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Cybea Cyber Asset Managers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8064 Bertrange, 40, Cité Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 70.049.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 24 décembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015210936/12.

(150236445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

UniInstitutional Local EM Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052626/10.

(160011096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Global Corporate Bonds Sustainable, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052630/10.

(160011107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Convertibles Protect, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052613/10.

(160011083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

SPB Power S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 182.806.

Les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 21 décembre 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015210793/12.

(150235442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Transcargo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 69.747.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof/Koerich, le 24 décembre 2015.

TRANSCARGO S.A.

L-8399 WINDHOF/KOERICH

Référence de publication: 2015210842/12.

(150236266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Europe Capital Partners V Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 182.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015210996/10.

(150235840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

UniInstitutional Global Bonds Select, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052610/10.

(160011080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Global Bonds Select, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052611/10.

(160011081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

UniInstitutional Convertibles Protect, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 6. Januar 2016 in Kraft tritt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 06. Januar 2016.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016052612/10.

(160011082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

Time Century Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.750.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 192.033.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil de Gérance tenue en date du 15 décembre 2014

Après délibérations, le Conseil de Gérance décide à l'unanimité des voix:

- de constater la non réalisation de la fusion par absorption d'HPL S.A. et Time Century Luxembourg S.à R.L.

TIME CENTURY LUXEMBOURG S.à R.L.

S. ALLART / P. MESTDAGH

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015196343/14.

(150219858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

1. Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 96.344.

Die Aktionäre der 1. SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der aktionäre eingeladen, die am 25. Februar 2016 um 14.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. September 2015 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum 20. Februar 2016 vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der 1. SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 20. Februar 2016 anzumelden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2016060783/755/31.

AXA Alternative Participations Sicav I, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 94.233.

In the year two thousand and sixteen, on the fourteenth day of the month of January.

Before Us, Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“AXA Versicherung AG”, a company incorporated and existing under the laws of Germany established and having its registered office at Colonia-Allee 10-20, D-51067 Köln (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Mr Christian Lennig, Rechtsanwalt, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to him in Köln, Germany, on 8 January 2016.

Said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the Sole Shareholder of “AXA ALTERNATIVE PARTICIPATIONS SICAV I”, a société d'investissement à capital variable governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed enacted by the undersigned notary on 09 July 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 789 of 28 July 2003 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 94233 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have for the last time been amended pursuant to a notarial deed enacted on 25 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2255 on 25 August 2014.

The Sole Shareholder representing the whole corporate share capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 12.1 of the Articles to read as follows:

" **12.1. Issue of shares.** The board of directors is authorized to issue further fully paid-up shares of each class at any time, provided however that shares will not be issued to more than one single Institutional Investor. After the initial subscription period (which ended on 28 November 2003), shares may be subscribed in accordance with the provisions set out in the prospectus of the Company at the last available net asset value per share for each class of shares determined in accordance with Article 11 hereof, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales charges, as approved from time to time by the board of directors."

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the second paragraph of article 12.2 "Redemption of shares" of the Articles to read as follows:

"The Company will announce in due time the redemption through mail addressed to the registered shareholder. The announcement will mention the redemption date, the method for calculating the Redemption Price, which will be equal to the last available net asset value per share on the redemption date."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with Us notary the present original deed.

Signé: C. LENNIG, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1425. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016061980/54.

(160023870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

AXA Alternative Participations Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 94.235.

In the year two thousand and sixteen,

on the fourteenth day of the month of January.

Before Us, Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"AXA Lebensversicherung AG", a company incorporated and existing under the laws of Germany established and having its registered office at Colonia-Allee 10-20, D-51067 Köln (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Mr Christian Lennig, Rechtsanwalt, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to him in Köln, Germany, on 8 January 2016.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the being the Sole Shareholder of "AXA ALTERNATIVE PARTICIPATIONS SICAV II", a société d'investissement à capital variable governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg incorporated following a notarial deed enacted on 09 July 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 789 of 28 July 2003 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 94.235 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have for the last time been amended pursuant to a notarial deed enacted on 25 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2180 on 18 August 2014.

The Sole Shareholder representing the whole corporate share capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 12.1 of the Articles to read as follows:

" **12.1. Issue of shares.** The board of directors is authorized to issue further fully paid-up shares of each class at any time, provided however that shares will not be issued to more than one single Institutional Investor. After the initial subscription period (which ended on 28 November 2003), shares may be subscribed in accordance with the provisions set out in the prospectus of the Company at the last available net asset value per share for each class of shares determined in accordance with Article 11 hereof, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales charges, as approved from time to time by the board of directors."

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the second paragraph of article 12.2 "Redemption of shares" of the Articles to read as follows:

"The Company will announce in due time the redemption through mail addressed to the registered shareholder. The announcement will mention the redemption date, the method for calculating the Redemption Price, which will be equal to the last available net asset value per share on the redemption date."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with Us notary the present original deed.

Signé: C. LENNIG, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1426. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016061981/54.

(160023876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Axa Alternative Participations III, SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 161.198.

In the year two thousand and sixteen,
on the fourteenth day of the month of January.

Before Us, Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"AXA Krankenversicherung AG", a company incorporated and existing under the laws of Germany established and having its registered office at Colonia-Allee 10-20, D-51067 Köln (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Mr Christian Lennig, Rechtsanwalt, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given to him in Köln, Germany, on 8 January 2016.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the Sole Shareholder of AXA Alternative Participations III, SICAV-FIS, a société d'investissement à capital variable governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg incorporated following a notarial deed enacted on 19 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1703 of 28 July 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.198 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have for the last time been amended pursuant to a notarial deed enacted on 25 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2255 on 25 August 2014.

The Sole Shareholder representing the whole corporate share capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 12.1 of the Articles to read as follows:

" **12.1. Issue of shares.** The board of directors is authorized to issue further fully paid-up shares of each class at any time, provided however that shares will not be issued to more than one single Institutional Investor. After the initial subscription period (which ended on 28 November 2003), shares may be subscribed in accordance with the provisions set out in the prospectus of the Company at the last available net asset value per share for each class of shares determined in accordance with Article 11 hereof, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales charges, as approved from time to time by the board of directors."

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the second paragraph of article 12.2 "Redemption of shares" of the Articles to read as follows:

"The Company will announce in due time the redemption through mail addressed to the registered shareholder. The announcement will mention the redemption date, the method for calculating the Redemption Price, which will be equal to the last available net asset value per share on the redemption date."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with Us notary the present original deed.

Signé: C. LENNIG, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1428. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016061978/54.

(160023890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Randstad Luxembourg International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 434.387.750,00.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 89.633.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty eighth day of September,

Before us, Maître Danielle Kolbach, notary residing in Rédange sur Attert, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

- Randstad Group Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company duly incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), under number B 138.754; and

- Randstad Holding International S.à r.l., a private limited liability company duly incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), under number B 184.639.

Here both represented by Régis GALIOTTO, notary's clerk, with professional address at 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of powers of attorney given under private seal.

The said powers of attorney signed ne varietur by the proxy holder of the appearing persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented by their proxyholder, have requested the undersigned notary to state as follows:

I. That the appearing persons, aforementioned, are currently the partners (the "Partners") of Randstad Luxembourg International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 89.633, incorporated by deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg on October 17, 2002, published in the Mémorial C, Recueil

des Sociétés et Associations under number 1717, on December 2, 2002 (the “Company”) which articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, aforementioned, on August 24, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Articles”).

II. That the whole share capital of the Company is represented, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Partners have been duly informed.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

- Waiving of notice right;
- Creation of two (2) classes of shares representing the share capital of the Company and definition of their rights and obligations;
- Creation of a dividend committee and definition of its composition and powers;
- Full restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital of the Company and the dividend committee; and
- Miscellaneous.

IV. That, on basis of the agenda, the Partners have taken the following resolutions:

First resolution

The Partners resolved to waive their right to the prior notice of the current meeting; the Partners acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Partners within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

The Partners resolved to create two (2) classes of shares representing the existing share capital of the Company, denominated Class A shares and Class B shares, as defined and with the rights and obligations as described in the amended Articles being fully restated in the fourth resolution below.

The Partners also resolved to create a share premium account per class of shares.

The Partners further resolved to classify the existing seventeen million three hundred and seventy-five thousand five hundred and ten (17,375,510) shares having a par value of twenty-five euros (EUR 25) each as follows:

(i) nine million two hundred twenty six thousand seven hundred four (9,226,704) Class A shares held by Randstad Group Luxembourg S.à r.l.;

(ii) eight million one hundred forty eight thousand eight hundred six (8,148,806) Class B shares held by Randstad Holding International S.à r.l.

Third resolution

The Partners resolved to create a dividend committee in order to:

- make recommendations to the sole partner or the partners, in case of a plurality of partners, on, as the case may be, the allocation of the results of the Company and the amount of distribution of dividends or distribution of reserves on a class of shares basis, if applicable and in accordance with the terms and conditions of Luxembourg laws;
- make recommendations to the board of managers of the Company on the allocation of distribution, on a class of shares basis, if applicable and in accordance with the terms and conditions of Luxembourg laws, where an interim dividend is envisaged;
- make recommendations to the liquidator(s) of the Company on the allocation of distribution, on a class of shares basis, if applicable and in accordance with the terms and conditions of Luxembourg laws, where a distribution of liquidation proceeds is envisaged; and
- to review the annual accounts and as needed, the consolidated accounts, prior to their approval by the sole partner or the partners' meeting.

The Partners also resolved to define the composition of the dividend committee as well as the powers of its members as described in the Articles being fully restated in the following resolution.

Fourth resolution

Pursuant to the above creation of two (2) classes of shares and creation of a dividend committee, the Partners resolved to restate the Articles, which shall henceforth read as follows:

“Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, private limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial

companies, of September 18th, 1933 on “sociétés à responsabilité limitée” and of December 28th, 1992 on “sociétés à responsabilité limitée unipersonnelles”, as amended from time to time.

At any moment, a sole partner may join with one or more joint partners and, in the same way, the following partners may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole partner, he exercises the powers devolved to the General Meeting of partners.

Art. 2. The Company's name is "Randstad Luxembourg International S.à r.l."

Art. 3. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company shall have its registered office in the municipality of Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by decision of the Board of Managers and may be transferred to any place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any partner are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's share capital is fixed at four hundred thirty four million three hundred eighty seven thousand seven hundred fifty euros (EUR 434,387,750) represented by nine million two hundred twenty six thousand seven hundred four (9,226,704) class A shares and eight million one hundred forty eight thousand eight hundred six (8,148,806) class B shares, all in registered form with a par value of twenty five euros (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up.

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account, into which any premium paid on each class of shares is transferred. The amount of each class of share premium account is at the free disposal of the holder(s) of the corresponding class of share.

Art. 9. Each share, whether class A or class B, confers and identical voting right at the time of decisions taking and entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company, subject to the decision of the Dividend Committee.

Art. 10. The shares are freely transferable among the partners.

Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partners. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of partners holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company will be bound by

(i) the sole signature of any A Manager or any B Manager for any transactions or dealings up to an amount of five thousand Euro (EUR 5,000),

(ii) the joint signature of A Manager and any B Manager for any transactions or dealings of an amount exceeding five thousand Euro (EUR 5,000),

(iii) the joint signature of the C Manager and a signature of the A Manager or the B Manager for any transactions or dealings between directly and/or indirectly fully owned group companies by Randstad Holding N.V. of an amount exceeding hundred thousand Euro (EUR 100,000),

(iv) the joint signature of all Managers (A, B and C) of the company for any other transactions or dealings of an amount exceeding hundred thousand Euro (EUR 100,000).

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. However, if the single partner or the partners has(ve) appointed one or several A Managers and one or several B Managers, the quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of at least one A Manager and one B Manager.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Partners decisions

Art. 14. Partners decisions are taken by partner's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the partners number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each partner shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by partners representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the partners are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting partners whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of partners representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole partner exercises alone the powers devolved to the meeting of partners by the dispositions of Section XII of the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole partner.

Dividend committee

Art. 16. The "Dividend Committee" shall make recommendations to the sole partner or the partners, in case of a plurality of partners, on, as the case may be, the allocation of the results of the Company and the amount of distribution of dividends

or distribution of reserves on a class of shares basis, if applicable and in accordance with the terms and conditions of Luxembourg laws.

The Dividend Committee makes recommendations to the Board of Managers on the allocation of distribution on a class of shares basis, if applicable and in accordance with the terms and conditions of Luxembourg laws, where an interim dividend is envisaged.

The Dividend Committee also makes recommendations to the liquidator(s) of the Company on the allocation of distribution on a class of shares basis, if applicable and in accordance with the terms and conditions of Luxembourg laws, where distribution of liquidation proceeds is envisaged.

The Dividend Committee reviews the annual accounts and as needed, the consolidated accounts, prior to their approval by the sole partner or the partners' meeting.

The partners, manager(s) and liquidator(s) of the Company are not compelled to follow the decisions of the Dividend Committee.

Art. 17. The members of the Dividend Committee are appointed by a decision of the sole partner or of the partners, in case of a plurality of partners.

There shall be at least three members of the Dividend Committee, appointed among the managers of the Company for the period specified in the appointment decision and, where none is specified, for an undetermined duration.

Art. 18. The members of the Dividend Committee may be revoked at any time by a decision of the sole partner or partners, in case of a plurality of partners, without any need for a fair reason. The revocation has an immediate effect.

Art. 19. The Dividend Committee appoints a chairman among its members, for an undetermined period of time.

The chairman may be revoked at any time without any need for a fair reason, by a majority decision of the Dividend Committee.

Art. 20. The Dividend Committee meetings are convened each year by its chairman before the decision to be taken by the sole partner or by the partners, in case of a plurality of partners, to approve the annual accounts and allocate the results of the Company according to article twenty six of the Articles, except if the Company has no distributable profits in accordance with Luxembourg law, or before the distribution of any interim dividend, exceptional distribution of reserves or distribution of liquidation proceeds.

The physical attendance of the members of the Dividend Committee is not mandatory and their attendance in the meeting may be by any appropriate means of communication.

Art. 21. The Dividend Committee only validly deliberates if at least two of its members are in attendance (whether physically or by any appropriate means of communication) or represented.

The Dividend Committee's decisions are made by majority of the members present or represented. Where only two members are present and they cannot agree on the decision, then the decision must be referred to all other members for unanimous written approval or disapproval, to be sent by any means (e-mail, fax or otherwise) by the other members to the chairman within three days from the meeting.

A member of the Dividend Committee may give a proxy to another member for the purpose of representing him. A member of the Dividend Committee may hold several proxies.

Art. 22. The decisions of the Dividend Committee are written down in minutes signed by members in attendance. The minutes are and kept at the registered office of the Company.

Financial year - Balance sheet

Art. 21. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 24. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) and the partner(s) towards the Company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of partners together with the balance sheet.

Art. 25. Each partner may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 26. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

Subject to the decision of the Dividend Committee, the sole partner or the general meeting of the partners, in case of a plurality of partners, has discretionary power to dispose of the excess. It may in particular allocate such profit, after deduction of the reserve, to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

Art. 27. Subject to the decision of the Dividend Committee, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution.

Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of applicable law or of the articles of association.

Winding-up - Liquidation

Art. 28. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed, subject to the decision of the Dividend Committee, to the partners.

A sole partner can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable Law

Art. 29. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these articles of association do not provide for the contrary.”

There being no further business, the meeting was terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre,

Pardevant nous, Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Rédange sur Attert, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

ont comparu:

- Randstad Group Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 138.754; et

- Randstad Holding International S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 184.639.

ici représentées par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées.

Lesquels comparants, représentés par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I. Que les comparants, précités, sont actuellement les associés (les «Associés») de Randstad Luxembourg International S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 89.633, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire résidant à Luxembourg le 17 octobre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1717, le 2 décembre 2002 (la “Société”) dont les statuts ont été modifiés ultérieurement et pour la dernière fois par un acte de Maître Martine SCHAEFFER, précitée, le 24 août 2015, en attente de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (les “Statuts”).

II. Que l'intégralité du capital social de la Société est représentée, afin que l'assemblée générale puisse valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont les Associés ont été dûment informés.

III. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
 2. Création de deux (2) classes de parts sociales représentant le capital social de la Société et définition de leurs droits et obligations;
 3. Création d'un comité de dividende et définition de sa composition et ses pouvoirs;
 4. Refonte des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société ainsi que le comité de dividende;
- et
5. Divers.
- IV. Que sur base de l'ordre du jour, les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de renoncer à leur droit de recevoir une convocation à la présente assemblée; les Associés reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent avoir été valablement convoqués et acceptent donc de délibérer et de voter sur tous les points de l'ordre du jour. En outre, ils ont décidé que l'ensemble des documents produits à l'assemblée ont été mis à la disposition des Associés pendant une période suffisante afin de leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de créer deux (2) classes de parts sociales représentant le capital social actuel de la Société, dénommées Parts de Classe A et Parts de Classe B, telles que définies et avec les droits et obligations décrits dans les Statuts qui font l'objet d'une refonte en quatrième résolution ci-dessous.

Les Associés ont également décidé de créer un compte de prime d'émission pour chaque classe de parts sociales.

Les Associés ont enfin décidé de classer les dix-sept million trois cent soixante-quinze mille cinq cent dix (17.375.510) parts sociales existantes d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune de la manière suivante:

- (i) Neuf million deux cent vingt-six mille sept cent quatre (9.226.704) Parts de Classe A détenues par Randstad Group Luxembourg S.à r.l.;
- (ii) Huit million cent quarante-huit mille huit cent six (8.148.806) Parts de Classe B détenues par Randstad Holding International S.à r.l.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé de créer un comité de dividende afin de:

- faire des recommandations à l'associé unique ou aux associés, en cas de pluralité d'associés, selon le cas, sur la répartition des résultats de la Société et le montant de la distribution de dividendes ou distribution de réserves à une classe de part sociale, le cas échéant et conformément aux termes et conditions de la législation luxembourgeoise;
- faire des recommandations au conseil de gérance de la Société sur la répartition de la distribution à une classe de part sociale, le cas échéant et conformément aux termes et conditions de la législation luxembourgeoise, lorsqu'un acompte sur dividende est envisagé;
- faire des recommandations au(x) liquidateur(s) de la Société sur la répartition de la distribution à une classe de part sociale, le cas échéant et conformément aux termes et conditions de la législation luxembourgeoise, lorsque le versement d'un boni de liquidation est envisagé;
- revoir les comptes annuels et, au besoin, les comptes consolidés, avant leur approbation par l'associé unique ou l'assemblée des associés.

Les Associés ont également décidé de définir la composition du comité de dividende ainsi que les pouvoirs attribués à ses membres de la façon décrite dans les Statuts qui font l'objet d'une refonte dans la résolution suivante.

Quatrième résolution

Suite à la création ci-dessus de deux (2) classes de parts sociales et d'un comité de dividende, les Associés ont décidé de refondre les Statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

«Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelle, telles que modifiées.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs associés et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la Société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la Société est «Randstad Luxembourg International S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur; d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance et peut être transféré à l'intérieur du Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent trente-quatre millions trois cent quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante euros (434.387.750 EUR), représenté par neuf millions deux cent vingt-six mille sept cent quatre (9.226.704) parts de classe A et huit millions cent quarante-huit mille huit cent six (8.148.806) parts de classe B, toutes sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

En plus du capital social, il pourra être constitué un compte de prime d'émission, sur lequel toute prime d'émission payée pour chaque classe de part sociale sera versée. Le montant de chaque compte de prime d'émission des classes de part sociale est à la libre disposition du/des détenteur(s) des classes de parts sociales correspondantes.

Art. 9. Chaque part sociale de classe A ou de classe B confère à son détenteur un droit de vote identique lors de la prise de décisions et donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, sous réserve de la décision du Comité de Dividende.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par:

(i) la signature individuelle d'un gérant A ou B pour toute transaction jusqu'à un montant de cinq mille Euros (EUR 5.000),

(ii) la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B pour toute transaction pour un montant excédant cinq mille Euros (EUR 5.000),

(iii) la signature conjointe d'un gérant C et d'un gérant A ou B pour toute transaction entre, directement ou indirectement, des sociétés du groupe détenues à part entière par Randstad Holding N.V. pour un montant excédant cent mille Euros (EUR 100.000),

(iv) la signature conjointe d'un gérant A, d'un gérant B et d'un gérant C pour toute autre transaction pour un montant excédant cent mille Euros (EUR 100.000).

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer en cas de présence ou de représentation de la majorité de ses membres. Cependant, si l'associé unique ou si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants A et un ou plusieurs gérants B, le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer qu'en cas de présence ou de représentation d'au moins un gérant A et un gérant B.

Les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télex, gramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Comité de dividende

Art. 16. Le «Comité de Dividende» doit émettre des recommandations à l'associé unique ou aux associés, en cas de pluralité d'associés, selon le cas, sur la répartition des résultats de la Société et le montant de la distribution de dividendes ou distribution de réserves à une classe d'actions, le cas échéant et conformément aux termes et conditions de la législation luxembourgeoise.

Le Comité de Dividendes fait des recommandations au conseil de gérance sur la répartition de la distribution à une classe de part sociale, le cas échéant et conformément aux termes et conditions de la législation luxembourgeoise, lorsqu'un acompte sur dividende est envisagé.

Le Comité de Dividendes fait également des recommandations au(x) liquidateur(s) sur la répartition de la distribution à une classe de part sociale, le cas échéant et conformément aux termes et conditions de la législation luxembourgeoise, lorsque le versement d'un boni de liquidation est envisagé.

Le Comité de Dividendes est en charge de revoir les comptes annuels et, au besoin, les comptes consolidés, avant leur approbation par l'associé unique ou l'assemblée des associés.

Les associés, gérant(s) et liquidateur(s) de la Société ne sont pas contraints de suivre les décisions prises par le Comité de Dividende.

Art. 17. Les membres du Comité de Dividendes seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, en cas de pluralité des associés.

Il doit y avoir au moins trois membres du Comité de Dividendes, nommés parmi les gérants de la Société pour la période précisée dans la décision de nomination et, là où il n'en est spécifié, pour une durée indéterminée.

Art. 18. Les membres du Comité de Dividendes peuvent être révoqués à tout moment par une décision de l'associé unique ou des associés, en cas de pluralité des associés, sans nécessité d'un juste motif. La révocation a un effet immédiat.

Art. 19. Le Comité de Dividendes nomme un président parmi ses membres, pour une période de temps indéterminée.

Le président peut être révoqué à tout moment et sans nécessité d'un juste motif, par une décision de la majorité des membres du Comité de Dividende.

Art. 20. Les réunions du Comité de Dividendes sont convoquées chaque année par son président avant que la décision soit prise par l'actionnaire unique ou par les actionnaires, en cas de pluralité des associés, pour approuver les comptes annuels et affecter des résultats de la Société conformément à l'article vingt-six des Statuts, sauf si la Société n'a pas de bénéfices distribuables conformément à la loi luxembourgeoise, ou avant la distribution d'un dividende intérimaire, de la distribution exceptionnelle de réserves ou d'un versement d'un boni de liquidation.

La présence physique des membres du Comité de Dividendes n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut se faire par tout moyen de communication approprié.

Art. 21. Le Comité de Dividende ne délibère valablement que si au moins deux de ses membres sont présents (physiquement ou par tout moyen de communication approprié) ou représentés.

Les décisions du Comité de Dividende sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Dans le cas où seulement deux membres sont présents et qu'ils ne peuvent s'entendre sur la décision, la décision doit être soumise à tous les autres membres pour approbation ou désapprobation unanime écrit, doit être envoyée par tout moyen (courriel, télécopie ou autre) par les autres membres au président dans les trois jours de la réunion.

Un membre du Comité de Dividende peut donner une procuration à un autre membre dans le but d'être représenté. Un membre du Comité de Dividendes peut détenir plusieurs procurations.

Art. 22. Les décisions du Comité de Dividende sont prises sous forme de procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont conservés au siège social de la Société.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 23. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 24. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s) et associé(s) envers la Société.

Au même moment, la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés, ensemble avec le bilan.

Art. 25. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 26. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Sous réserve de la décision du Comité de Dividende, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, en cas de pluralité des associés, décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Il pourra en

particulier attribuer ce bénéfice, après déduction de la réserve, au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

Art. 27. Sous réserve de la décision du Comité de Dividende, le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution.

Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin de l'exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 28. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés, sous réserve de la décision du Comité de Dividende.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 29. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et D. KOLBACH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31673. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2016063293/544.

(160024366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Partners Group Generations S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 203.793.

STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the fifth day of month of February.

Before the undersigned, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Partners Group Finance GBP IC Limited, an incorporated cell of Partners Group Finance ICC Limited, incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at PO Box 477, Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, GY1 6BD Guernsey,

hereby represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, whose professional address is Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal in Guernsey on 2 February 2016,

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" with variable capital organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as "fonds d'investissement spécialisé à compartiments multiples" (FIS) under the name of Partners Group Generations S.A., SICAV-SIF (the "Fund"), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the "2007 Law") and the present articles (the "Articles"), and qualifying as alternative investment fund within the meaning of article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").

Art. 2. Term.

2.1 The Fund is established for an unlimited period. The Fund may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Art 25 hereof.

2.2 The Fund shall terminate with the dissolution and liquidation of its last Sub-Fund (as defined in Art 6 hereof).

Art. 3. Corporate object.

3.1 The object of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as may be amended from time to time (the "2007 Law") with the aim of spreading investment risk and affording its shareholders the results of the management of its assets.

3.2 The Fund may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. The board of directors may decide to transfer the registered office to any other place within the municipality of Luxembourg City. Branches or other offices of the Fund may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors.

4.2 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic, military or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund and its Sub-Funds.

5.2 The initial share capital of the Fund upon incorporation amounts to GBP 30,000 (thirty thousand British Pounds), represented by 300 (three hundred) shares with no par value.

5.3 The minimum capital of the Fund, to be reached within 12 months after its authorisation by the supervisory authorities as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under Luxembourg law, shall be the GBP equivalent of EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro).

5.4 The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Fund or to any other duly authorized agent, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the 2007 Law.

5.5 Shares may be of different classes and such classes may have specific rights or be subject to specific liabilities and be issued under such conditions as the board of directors may decide.

5.6 The different classes of shares of each Sub-Fund may be denominated in currencies to be determined by the board of directors, provided that for the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in GBP, be translated into GBP and the capital of Sub-Fund shall be the aggregate total net assets of all the classes and the capital of the Fund shall be the aggregate of the net assets of all the Fund's compartments.

Art. 6. Sub-Funds.

6.1 The Fund is composed of one or more sub-funds (each a "Sub-Fund"), in accordance with article 71 of the 2007 Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the benefit of the shareholders of the relevant Sub-Fund.

6.2 Each Sub-Fund shall be comprised of all that has been paid or contributed on the shares in the relevant Sub-Fund, all that has been obtained by the relevant Sub-Fund with the said payments and contributions or otherwise, all resulting benefits and all debts, liabilities and other commitments incurred by the Fund for the account of the Sub-Fund concerned.

6.3 The Fund is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of article 71 of the 2007 Law, the assets of any given Sub-Fund are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Sub-Fund. Amongst shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

6.4 The board of directors may, at any time, establish additional Sub-Funds and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the prospectus of the Fund, as amended and updated from time to time (the "Prospectus"), and which shall be fully described in the relevant supplement to the Prospectus (the "Sub-Fund Specifications"), which forms an integral part of the Prospectus for purposes of the relevant Sub-Fund.

6.5 The board of directors shall have the power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-Fund within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and the relevant Sub-Fund Specifications.

6.6 Unless otherwise provided for in the relevant Sub-Fund Specifications, the board of directors may resolve to terminate one Sub-Fund by contributing its assets and liabilities into another existing or new Sub-Fund or into another existing or new collective investment scheme or an assimilated entity. The board of directors may also organise the amalgamation of two or more Sub-Funds into an existing or a new Sub-Fund.

Art. 7. Classes of shares; issue and transfer of shares.

7.1 Unless otherwise provided for in the relevant Sub-Fund Specifications, the board of directors of the Fund shall be authorised, without limitation, at any time and for any period, to issue an unlimited number of fully or partly-paid shares of no par value at a price and in accordance with the conditions and procedures provided for in the relevant Sub-Fund Specifications, without being required to grant to existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. Fractions of shares may be issued up to three decimal places. The Fund shall only issue registered shares. No share certificates shall be issued.

7.2 Shares may be issued in one or more classes in each Sub-Fund, each class having different features (inter alia with regard to income and profit entitlements, reference currency, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features) or being offered to different types of well-informed investors, as more fully described in the relevant Sub-Fund specifications. All shares of the same class in a particular Sub-Fund shall have equal rights as to dividends declared (if any), income, realised and unrealised investment gains, redemption rights, redemption proceeds and liquidation proceeds. The board of directors of the Fund may decide that no such classes will be available in any of the Sub-Funds or alternatively that such class may only be purchased upon prior approval of the board of directors of the Fund as more fully described in the relevant Sub-Fund specifications.

7.3 The conversion of shares in a given Sub-Fund into shares of another Sub-Fund or the conversion of shares of one class into another class within the same Sub-Fund or of another Sub-Fund may be authorised on a Sub-Fund by Sub-Fund basis as well as on a class by class basis as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

7.4 The board of directors may resolve to consolidate shares of different classes within a Sub-Fund or to split the shares within a given class of a Sub-Fund. A consolidation or split may also be resolved by a general meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned deciding, without any quorum requirements, with a simple majority of the shares present or represented.

7.5 The board of directors of the Fund may determine a subscription fee to the applicable net asset value per share (such net asset value, or the net asset value of the Fund, of a Sub-Fund or of a class of shares, as applicable, the "Net Asset Value"), which new shareholders will have to pay, and which is for the sole benefit of the relevant Sub-Fund.

7.6 Unless otherwise provided for in the relevant Sub-Fund Specifications, shares are only transferable between well-informed investors and may be subject to such other transfer restrictions and conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications. Any transfer of shares shall be entered into the Register.

7.7 Shareholders register

The Fund or one or more persons designated by it for such purpose shall keep a register of shareholders (the "Register") in which all issued registered shares shall be registered. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile, the number of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register. The Fund may issue statements of account to certify holdings of shareholders, which shall constitute extracts of the Register.

Art. 8. Restrictions on shareholders.

8.1 The subscription, purchase and holding of shares is restricted to investors who comply with the status of "well-informed investor" as per article 2 of the 2007 Law (a "Well-Informed Investor") subscribing on their own behalf or to Well-Informed Investors subscribing on behalf of other Well-Informed Investors. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the board of directors or any agent to which such function has been delegated by the board of directors. This restriction is not applicable to the Fund's investment adviser and its affiliates.

8.2 The board of directors shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Fund are acquired or held directly or beneficially by any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority or by virtue of which such person is not qualified to hold such shares.

Art. 9. Annual general meetings of shareholders.

9.1 The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Fund, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in the month of June of each year at 11 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a Luxembourg bank business day, the annual general meeting shall be held on the preceding Luxembourg bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

9.2 If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the board of directors.

9.3 Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. Shareholders meetings.

10.1 The quorum and notice periods required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Fund, unless otherwise provided herein.

10.2 Each whole share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class is entitled to one vote subject to the limitations imposed by these Articles. In the case of a joint holding, only the first named shareholder may vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened meeting. A shareholder may also participate at any meeting of shareholders by videoconference or any other means of telecommunication permitting identification of such shareholder. Such means must allow the shareholder to participate effectively at such meeting of shareholders. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

10.3 Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

10.4 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

10.5 Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register. To the extent required by law, notices shall, in addition, be published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspapers as the board of directors may determine.

10.6 Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The right of a shareholder to attend at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

10.7 Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Fund shall represent the entire body of shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Fund regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

10.8 The shareholders of a specified Sub-Fund or class may, at any time, hold general meetings with the aim to deliberate on a subject which concerns only their Sub-Fund or class (as the case may be).

Art. 11. Board of directors.

11.1 The Fund shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Fund.

11.2 The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

11.3 In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. Chairman.

12.1 The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping

the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

12.2 The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director and, in the case of a shareholders meeting, in the absence of a director, any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Art. 13. Board meetings.

13.1 The board of directors from time to time may appoint the officers of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Fund. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

13.2 Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent of each director in writing, by cable, telegram, telex, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

13.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by cable, telegram, telex, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such appointment another director as his proxy.

13.4 A director may also participate at any meeting of the board of directors by videoconference or any other means of telecommunication permitting identification of such director. Such means must allow the director to participate effectively at such meeting of the board of directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex or telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

13.5 The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Fund by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

13.6 The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors. A director may attend at and be considered as being present at a meeting of the board of directors by telephone/teleconference means. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

13.7 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

13.8 The directors, acting unanimously by circular resolution in identical terms in the form of one or several documents, may express their consent on one or several separate instruments in writing, by telex, cable, telegram or facsimile transmission confirmed in writing which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision. The date of the decision contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

13.9 To the fullest extent permitted by law, the board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to physical persons or corporate entities which need not be members of the board of directors.

13.10 The board of directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Fund.

Art. 14. Representation. The Fund will be bound by the joint signature of any two directors of the Fund, or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the board of directors.

Art. 15. Exculpation and indemnification.

15.1 No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Fund or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Fund and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Fund.

15.2 To the fullest extent permitted by law, the Fund shall indemnify and hold harmless any director or officer, and his heirs, executors and administrators (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Fund, including acting as a director of a target

company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Fund; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

15.3 The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

15.4 Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Fund for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon.

The Indemnified Party shall obtain the written consent of the board of directors prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Fund to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Statutory auditor. The Fund shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by article 55 of the 2007 Law. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until its successor is elected.

Art. 17. Calculation of the Net Asset Value.

17.1 The reference currency of the Fund is GBP. Each Sub-Fund (and each class) may have a different reference currency. The Net Asset Value of each Sub-Fund's shares is expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund and within each Sub-Fund the Net Asset Value of each class, if applicable, is expressed in the reference currency of the relevant class, as further described in the relevant Sub-Fund Specifications. The Net Asset Value is calculated by the Fund's central administrative agent under the responsibility of the board of directors.

17.2 The Net Asset Value per share is calculated on a class by class basis (if applicable) on a monthly basis, or otherwise on such frequency as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

17.3 For the purpose of determining the Net Asset Value of the Fund, the net assets attributable to each class within each Sub-Fund shall, if not denominated in GBP, be converted into GBP and the Net Asset Value of the Fund shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds. All accounting gains, losses, income or expenditure as well as movements in cash relating to the use of foreign exchange hedging for a specific class within a given Sub-Fund shall be attributed entirely to the specific class within a given Sub-Fund that the hedging was entered into on behalf of and will not be attributed to any other class.

17.4 The Fund reserves the right to suspend the determination of the NAV of a Sub-Fund under the circumstances set forth in Art 18.

17.5 Unless otherwise specified in the relevant Sub-Fund Specifications all assets and liabilities of the Fund shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Fund. The board of directors, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

17.6 If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation 17.7 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the board of directors or by the Fund's central administrative agent, shall be final and binding on the Fund and present, past or future shareholders.

17.8 The assets of the Fund shall include:

- (a) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (c) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (d) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (e) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund and/or Sub-Fund;

(f) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;

(g) the marketing and distribution costs of the relevant Sub-Fund, which may be amortised (in respect of the accounting of the Sub-Fund only) equally over a period of up to 5 (five) years as may be set forth in the relevant Sub-Fund specifications;

(h) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and

(i) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

17.9 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(a) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true thereof;

(b) securities listed and traded primarily on 1 (one) or more recognised securities exchanges shall be valued at their last known prices on the Valuation Day;

(c) investment in underlying undertakings for collective investment are taken at their last official Net Asset Value known in Luxembourg at the time of calculating the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair value basis. Investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the board of directors;

(d) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (included listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognised quotation services or broker-dealers; and

(e) all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the Fund in good faith using methods it considers appropriate or as otherwise specified in the relevant Sub-Fund specifications.

17.10 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Sub-Fund concerned respectively in GBP shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day, or the last available rate. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors. The liabilities of the Fund shall include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);

(c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, depositary fees, and corporate agents' fees);

(d) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;

(e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;

(f) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and

(g) the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

17.11 In determining the amount of such liabilities the board of directors shall, with due regard to the expenses borne by the Fund's investment manager out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund, which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, depositary and its correspondents, the central administrative agent, the registrar and transfer agent, as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with board of directors meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Prospectus, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding shareholders', board of directors and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund accrues administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount

for yearly or other periods. Such liabilities will be allocated among the Sub-Funds on a pro rata basis in proportion to their respective net assets.

17.12 The assets and liabilities of different Sub-Funds or different classes within the same Sub-Fund shall be allocated as follows:

(a) the proceeds to be received from the issue of shares of a Sub-Fund and class, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

(b) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund and class, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund and class, if applicable;

(c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund and class, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund and class, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund and Class, if applicable;

(d) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Sub-Fund and class, if applicable, the assets of such Sub-Fund and class, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and

(e) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund and class, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds and classes, if applicable pro rata to the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund and class, if applicable or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith.

17.13 For the purposes of the Net Asset Value computation:

(a) shares to be redeemed in accordance with the terms of the Prospectus shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Sub-Fund and class, if applicable;

(b) shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Sub-Fund and class, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Sub-Fund and class, if applicable;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the Net Asset Value for the relevant Sub-Fund and class, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the Dealing Day preceding the valuation time; and

(d) where on any valuation time the Fund has contracted to:

i. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Sub-Fund and class, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and class, if applicable;

ii. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and class, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the board of directors in good faith.

Art. 18. Suspension of the Net Asset Value calculation.

18.1 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value and the issue, conversion and redemption of shares in any Sub-Fund in the following cases, and furthermore in such cases, in respect of a specific Sub-Fund, as authorised in the relevant Sub-Fund Specifications, or as otherwise determined by the board of directors in the interests of shareholders:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund attributable to such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(e) during any period when the board of directors is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acqui-

sition, of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal rates of exchange or appropriate prices.

18.2 Shareholders holding shares which are the subject of a suspension will be notified of any suspension of issue, redemption or determination of the Net Asset Value or of any reinstatement following a suspension thereof. Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible. The relevant Sub-Fund Specifications may provide that the calculation of the Net Asset Value of a Sub-Fund or a class within that Sub-Fund may also be suspended for other reasons.

Art. 19. Redemption of shares.

19.1 Redemption upon request of the Shareholders

(a) Shareholders may redeem all or part of their shares at Net Asset Value unless otherwise specified in the terms contained in the relevant Sub-Fund Specifications.

(b) No distribution for redemption of shares may be made as a result of which the capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the 2007 Law.

(c) A redemption of shares shall be subject to such further terms and conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications, including but not limited to a redemption fee of up to 5% of the applicable Net Asset Value per share which may be charged from redeeming shareholders in respect of shares redeemed, and which is for the sole benefit of the Fund.

19.2 Redemption upon request of the board of directors

(a) The board of directors may, in its absolute discretion, decide that the Fund will redeem all or some of the shares in issue. In such case, the board of directors will notify each shareholder in writing, in accordance with the principle of equality of treatment of shareholders, of the number of shares it wishes to redeem and of the redemption price, calculated as provided in these Articles, the Prospectus and/or the relevant Sub-Fund Specifications. The redemption terms and conditions will be set forth in the relevant Sub-Fund Specifications. Notwithstanding this, the board of directors will compel the redemption of a shareholder's shares when the shareholder is no longer a "Well-Informed Investor" as required by the 2007 Law.

(b) The board of directors may, upon serving a repurchase notice to any shareholder, compel the redemption of some or all of such shareholder's shares at a price determined in accordance with the relevant Sub-Fund Specifications.

(c) The redemption price will be paid within a certain period as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications to the bank account designated by the relevant shareholder. Redeemed shares will be cancelled concomitantly with such payment as well as any certificate issued.

19.3 Redemption Restrictions

19.3.1 The Fund intends to settle all redemption requests on a given Dealing Day (as defined in the Prospectus). However in the event of a material number and/or large redemption request being received and/or illiquidity being experienced in the investments in which the Fund invests - either or both of which, after allowing for expenses and Sub-Fund liabilities, has the effect of exhausting all available liquidity within the Fund on that Dealing Day - the Fund has the right to defer redemption requests.

19.3.2 Redemption restrictions of shares are subject to such further terms and conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

19.4 Secondary Value Dealing

19.4.1 The board of directors has the ability to introduce, in the interest of existing shareholders, additional measures to deal with periods of extraordinary circumstances (which include, for example, extraordinary market and economic conditions, significant redemption requests requiring the disposal of substantial parts of the Sub-Fund's assets, or such other extraordinary situation) ("Extraordinary Circumstances") by application of a redemption price reflecting the price achieved by selling certain assets to satisfy redemption requests (the "Secondary Value Dealing Price"). Shareholders will be informed in a timely manner, should the board of directors of the Fund decide to make use of dealing at the Secondary Value Dealing Price ("Secondary Value Dealing"). Any shareholder who has submitted a request for redemption of shares prior to such announcement may withdraw its request. The Secondary Value Dealing shall be of temporary nature only and are expected to be lifted once these circumstances have normalised.

19.4.2 Secondary Value Dealing is subject to such further terms and conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

Art. 20. Subscriptions for shares.

20.1 In relation to the monthly dealing procedure, whenever a Sub-Fund shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold shall be based on the Net Asset Value of the relevant class of shares as hereinabove defined plus any such subscription fee and/or commission as may apply pursuant to the relevant Sub-Fund Specifications. The price so determined shall be payable at the latest at a point in time specified in the Prospectus not exceeding one month following the relevant Valuation Day. The board of directors is authorized to accept requests for subscription in kind under the conditions set forth by Luxembourg law and as described in the Prospectus.

20.2 In relation to the secondary value dealing procedure, no new shares shall be issued. The number of shares to be acquired under the secondary value dealing procedure shall (to the extent necessary) be transferred to shareholders having submitted an application for acquisition at the secondary value dealing price. All shareholders have a pre-emptive right to

acquire the shares submitted for redemption pro-rata to their holdings during the application of the secondary value dealing procedure.

Art. 21. Accounting year. The accounting year of the Fund shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the 31 day of December of the same year. The accounts of the Fund shall be expressed in GBP. When there shall be different classes of shares, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into GBP and added together for the purpose of the determination of the aggregate capital of the Fund.

Art. 22. Distributions. Any distributions at a given Sub-Fund level, either during the life of such Sub-Fund or prior to or upon its liquidation, will be made at the sole discretion of the board of directors of the Fund. Any distributions shall be based on such additional provisions as may be set forth in the relevant Sub-Fund specifications. No distribution may be made which would result in the Net Asset Value of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Art 5 above.

Art. 23. Depositary.

23.1 The Fund has entered into a depositary agreement with a bank which shall satisfy the requirements of article 34 of the 2007 Law (the "Depositary"). All securities and cash of the Fund are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Fund and its shareholders the responsibilities provided for by 2007 Law.

23.2 In the event of the Depositary desiring to retire the board of directors shall use its best endeavours to find another corporation to act as depositary and upon doing so the directors shall appoint such corporation to be depositary in place of the retiring Depositary. The directors may terminate the appointment of the Depositary, but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 24. Dissolution.

24.1 In the event of a dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, subject to the approval of the CSSF.

24.2 Should the capital of the Fund fall below 2/3 (two thirds) of the minimum capital, an extraordinary general meeting of shareholders must be convened to consider the dissolution of the Fund. Any decision to liquidate the Fund must be taken by a majority of the shares present or represented at the meeting.

24.3 Where the capital falls below 1/4 (one quarter) of the minimum capital, the Board of Directors of the Fund must convene an extraordinary general meeting of shareholders to decide upon the liquidation of the Fund. At that meeting, the decision to liquidate the Fund may be taken by shareholders holding together one quarter of the shares present or represented.

24.4 As soon as the resolution to liquidate the Fund is taken, the issue of shares in all Sub-Funds and classes is prohibited and any issuance of shares in contradiction with this prohibition shall be deemed null and void.

Art. 25. Amendment. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 26. Reference. All matters not provided for by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law.

Transitional provision

The Fund's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31st) of December 2016. The first annual general meeting of the shareholders of the Fund will be held in 2017.

Subscription and payment

Shareholder, represented as stated above, subscribes for three hundred (300) shares in registered form without nominal value and agrees to pay them in full by a contribution in cash of an amount of GBP 30,000 (thirty thousand British Pounds).

The amount GBP 30,000 (thirty thousand British Pounds) is at the Fund's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Fund in connection with its incorporation are estimated at approximately two thousand six hundred euros (EUR 2,600.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Fund, its shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as directors of the Fund for a period until the appointment of directors during the general assembly to be held in 2017.

Mr Claude NOESEN, director, born the 19th of October 1958 in Luxembourg with professional address at 25, Seintchen, L-8363 Greisch, Luxembourg

Mr Sergio RAPOSO, manager, born the 21st of August 1975 in Barreiro, Portugal, with professional address at 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Mr Michael WEHRLE, manager, born the 22nd of November 1977 in Mörschwill, Switzerland with professional address at Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Switzerland.

2. PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, with registered office located at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 65477) is appointed as approved external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Fund until the date of the annual general meeting in 2017.

3. The registered office of the Fund is located at 2, Rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named person, this deed is worded in English only with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the 2007 Law.

WHEREOF this deed is drawn up in place, on the day stated above.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4201. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 11 février 2016.

Référence de publication: 2016064716/554.

(160027090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Avallux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 148.490.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth of November.

Before Us, Me Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

P4 Sub Continuing L.P.1, a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its manager, Permira IV Managers L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira IV Managers Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mrs Alexia UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey;

Permira IV Continuing L.P.2, a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its manager, Permira IV Managers L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira IV Managers Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mrs Alexia UHL, prenamed, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey;

P4 Co-Investment L.P., acting by its general partner Permira IV G.P. L.P., acting by its general partner Permira IV GP Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mrs Alexia UHL, prenamed, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey; and

Permira Investments Limited, acting by its nominee Permira Nominees Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mrs Alexia UHL, prenamed, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Avallux S.à r.l. (the "Company"), a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 148.490, incorporated on 17 September 2009 by a notarial deed drawn up by Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 23 October 2009, number 2089, page 100247. The Articles have been amended for the last time on 16 March 2015 pursuant to a deed of the

undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 13 May 2015, number 1242, page 59582.

Such appearing persons, acting in their above stated capacity, have required the officiating notary to draw up as follows:

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase the share capital of the Company by an amount of four hundred five thousand British Pounds (GBP 405,000.-) so as to increase it from its amount of five million two hundred three thousand four hundred seventy-three British Pounds and nine pence (GBP 5,203,473.09) to an amount of five million six hundred eight thousand four hundred seventy-three British Pounds and nine pence (GBP 5,608,473.09) by the issuance of five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class A shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class B shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class C shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class D shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class E shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class F shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class G shares and five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class H shares, together with a share premium of thirteen million ninety-five thousand British Pounds (GBP 13,095,000.-).

Subscription and payment for the new shares.

2. Amendment of article 5 of the Articles to reflect the capital increase.

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of four hundred five thousand British Pounds (GBP 405,000.-) so as to increase it from its amount of five million two hundred three thousand four hundred seventy-three British Pounds and nine pence (GBP 5,203,473.09) to an amount of five million six hundred eight thousand four hundred seventy-three British Pounds and nine pence (GBP 5,608,473.09) by the issuance of five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class A shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class B shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class C shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class D shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class E shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class F shares, five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class G shares and five million sixty-two thousand five hundred (5,062,500) class H shares (the "New Shares"), together with a share premium of thirteen million ninety-five thousand British Pounds (GBP 13,095,000.-), paid up by a contribution in cash.

Subscription and payment of the New Shares:

- P4 Sub Continuing L.P.1, aforementioned, declares to subscribe and pay for one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class A shares, one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class B shares, one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class C shares, one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class D shares, one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class E shares, one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class F shares, one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class G shares and one million four hundred forty-seven thousand one hundred and four (1,447,104) class H shares, together with a share premium of three million seven hundred forty-three thousand one hundred seventy-six British Pounds and eighty-nine cents (GBP 3,743,176.89), paid up by a contribution in cash.

- Permira IV Continuing L.P.2, aforementioned, declares to subscribe and pay for three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class A shares, three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class B shares, three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class C shares, three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class D shares, three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class E shares, three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class F shares, three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class G shares and three million four hundred sixty-three thousand five hundred and thirty-six (3,463,536) class H shares, together with a share premium of eight million nine hundred fifty-nine thousand eleven British Pounds and seventy-five cents (GBP 8,959,011.75), paid up by a contribution in cash.

- P4 Co-Investment L.P., aforementioned, declares to subscribe and pay for thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class A shares, thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class B shares, thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class C shares, thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class D shares, thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class E shares, thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class F shares, thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class G shares and thirty-three thousand five hundred and seventy-eight (33,578) class H shares, together with a share premium of eighty-six thousand eight hundred fifty-six British Pounds and twenty-eight cents (GBP 86,856.28), paid up by a contribution in cash.

- Permira Investments Limited, aforementioned, declares to subscribe and pay for one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class A shares, one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class B shares, one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class C shares, one hundred eighteen thousand

two hundred eighty-two (118,282) class D shares, one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class E shares, one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class F shares, one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class G shares and one hundred eighteen thousand two hundred eighty-two (118,282) class H shares, together with a share premium of three hundred five thousand nine hundred fifty-five British Pounds and eight cents (GBP 305,955.08), paid up by a contribution in cash.

The total amount of thirteen million five hundred thousand British Pounds (GBP 13,500,000.-) corresponding to the capital increase has been allocated as follows: an amount of four hundred five thousand British Pounds (GBP 405,000.-) has been allocated to the share capital and an amount of thirteen million ninety-five thousand British Pounds (GBP 13,095,000.-) has been allocated to the share premium account of the Company.

The proof that the total amount of thirteen million five hundred thousand British Pounds (GBP 13,500,000.-) is at the disposal of the Company has been given to the notary.

Second resolution

The Shareholders resolve to amend article 5 of the Articles to reflect the preceding resolution so that henceforth it shall read as follows:

" **Art. 5.** For the purpose of these Articles:

"Available Amount": means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares (the "Class of Shares") to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve (s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount,

NP = net profits (including carried forward profits),

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves,

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled,

L = losses (including carried forward losses),

LR = any sums to be placed into a reserve pursuant to the requirements of law or of the Articles.

"Interim Accounts": means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date": means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

The issued share capital of the Company is set at to five million six hundred eight thousand four hundred seventy-three British Pounds and nine pence (GBP 5,608,473.09) represented by:

- seventy million one hundred five thousand nine hundred fourteen (70,105,914) class A shares (the "Class A Shares"),
 - sixty seven million one hundred five thousand nine hundred fourteen (70,105,914) class B shares (the "Class B Shares"),
 - seventy million one hundred five thousand nine hundred thirteen (70,105,913) class C shares (the "Class C Shares"),
 - seventy million one hundred five thousand nine hundred thirteen (70,105,913) class D shares (the "Class D Shares"),
 - seventy million one hundred five thousand nine hundred thirteen (70,105,913) class E shares (the "Class E Shares"),
 - seventy million one hundred five thousand nine hundred fourteen (70,105,914) class F shares (the "Class F Shares"),
 - seventy million one hundred five thousand nine hundred fourteen (70,105,914) class G shares (the "Class G Shares"),
- and
- seventy million one hundred five thousand nine hundred fourteen (70,105,914) class H shares (the "Class H Shares").

(the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares and the Class H Shares are collectively referred to as the "Shares", their holders being referred to as the "Shareholders"), each Share having a nominal value of one Penny (GBP 0.01) and with such rights and obligations as set out in the present Articles.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of Shareholders.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the same manner required for any amendment to these Articles.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es) of Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class H Shares).

The Company may repurchase its own Shares in the following order of priority:

no Class A Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class B Shares outstanding;
 no Class B Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class C Shares outstanding;
 no Class C Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class D Shares outstanding;
 no Class D Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class E Shares outstanding;
 no Class E Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class F Shares outstanding;
 no Class F Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class G Shares outstanding;
 no Class G Shares may be repurchased if the Company has at the time of the repurchase any Class H Shares outstanding.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares, such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such Class of Shares to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of Shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class of Shares at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the general meeting of Shareholders in the manner provided for any amendment to the Articles provided, however, that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company to the relevant Shareholders."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to six thousand two hundred euros (EUR 6,200.-).

Statement

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

P4 Sub Continuing L.P.1, un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son manager, Permira IV Managers L.P., un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner Permira IV Managers Limited ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, représenté par Madame Alexia UHL, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey;

Permira IV Continuing L.P.2, un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son manager, Permira IV Managers L.P., un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner Permira IV Managers Limited ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, représenté par Madame Alexia UHL, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey;

P4 Co-Investment L.P., agissant par son general partner Permira IV G.P. L.P., agissant par son general partner Permira IV GP Limited ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, représenté par Madame Alexia UHL, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey; et

Permira Investments Limited, agissant par son nominée Permira Nominees Limited ayant son siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, Channel Islands, représenté par Madame Alexia UHL, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey.

Les procurations signées ne varient par la mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés (les "Associés") de Avallux S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.490, constituée en date du 17 septembre 2009, par un acte notarié rédigé par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 23 octobre 2009, numéro 2089, page 100247. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 16 mars 2015 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 13 mai 2015, numéro 1242, page 59582.

Les parties comparantes, agissant comme susmentionnée, ont demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de la réunion est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre cent cinq mille Livres Sterling (405.000,-GBP) afin de le porter de son montant actuel de cinq millions deux cent trois mille quatre cent soixante-treize Livres Sterling et neuf pence (5.203.473,09 GBP) à cinq millions six cent huit mille quatre cent soixante-treize Livres Sterling et neuf pence (5.608.473,09 GBP) par l'émission de cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie A, cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie B, cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie C, cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie D, cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie E, cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie F, cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie G et cinq millions soixante-deux mille cinq cent (5.062.500) parts sociales de catégorie H, avec une prime d'émission d'un montant de treize millions quatre-vingt-quinze mille Livres Sterling (13.095.000,- GBP).

Souscription et paiement des nouvelles parts sociales.

2. Modification de l'article 5 des Statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital.

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre cent cinq mille Livres Sterling (405.000,-GBP) afin de le porter de son montant actuel de cinq millions deux cent trois mille quatre cent soixante-treize Livres Sterling et neuf pence (5.203.473,09 GBP) à cinq millions six cent huit mille quatre cent soixante-treize Livres Sterling et neuf pence (5.608.473,09 GBP) par l'émission de cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie A, cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie B, cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie C, cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie D, cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie E, cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie F, cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie G et cinq millions soixante-deux mille cinq cents (5.062.500) parts sociales de catégorie H (les "Nouvelles Parts Sociales"), avec une prime d'émission d'un montant de treize millions quatre-vingt-quinze mille Livres Sterling (13.095.000,- GBP).

Souscription et paiement des Nouvelles Parts Sociales:

- P4 Sub Continuing L.P.1, susmentionnée, déclare souscrire et payer pour un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie A, un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie B, un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie C, un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie D, un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie E, un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie F, un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie G et un million quatre cent quarante-sept mille cent quatre (1.447.104) parts sociales de catégorie H, avec une prime d'émission d'un montant de trois millions sept cent quarante-trois mille cent soixante-seize Livres Sterling et quatre-vingt-neuf pence (3.743.176,89 GBP), payées par un apport en numéraire.

- Permira IV Continuing L.P.2, susmentionnée, déclare souscrire et payer pour trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie A, trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie B, trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie C, trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie D, trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie E, trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie F, trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie G et trois millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent trente-six (3.463.536) parts sociales de catégorie H, avec une prime d'émission

d'un montant de huit millions neuf cent cinquante-neuf mille onze Livres Sterling et soixante-quinze pence (8.959.011,75 GBP), payées par un apport en numéraire.

- P4 Co-Investment L.P., susmentionnée, déclare souscrire et payer pour trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie A, trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie B, trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie C, trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie D, trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie E, trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie F, trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie G et trente-trois mille cinq cent soixante-dix-huit (33.578) parts sociales de catégorie H, avec une prime d'émission d'un montant de quatre-vingt-six mille huit cent cinquante-six Livres Sterling et vingt-huit pence (86.856,28 GBP), payées par un apport en numéraire.

- Permira Investments Limited, susmentionnée, déclare souscrire et payer pour cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie A, cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie B, cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie C, cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie D, cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie E, cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie F, cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie G et cent dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux (118.282) parts sociales de catégorie H, avec une prime d'émission d'un montant de trois cent cinq mille neuf cent cinquante-cinq Livres Sterling et huit pence (305.955,08 GBP), payées par un apport en numéraire.

Le montant total de l'augmentation de capital d'un montant de treize millions cinq cent mille Livres Sterling (13.500.000,- GBP) est alloué comme suit: un montant de quatre cent cinq mille Livres Sterling (405.000,- GBP) est alloué au capital social de la Société et un montant de treize millions quatre-vingt-quinze mille Livres Sterling (13.095.000,- GBP) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

La preuve que le montant total de treize millions cinq cent mille Livres Sterling (13.500.000,- GBP) est à la disposition de la Société a été donnée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 5 des Statuts pour refléter la résolution précédente afin qu'il se lise désormais comme suit:

" **Art. 5.** Aux fins des présents Statuts:

«Comptes Sociaux Intérimaires»: désigne les comptes sociaux intérimaires de la Société à la Date des Comptes Sociaux Intérimaires concernée.

«Date des Comptes Sociaux Intérimaires»: signifie la date située au plus tôt huit (8) jours avant celle du rachat et de l'annulation de la Catégorie de Parts Sociales concernée.

«Montant Disponible»: désigne le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) augmentés de (i) toute prime d'émission librement distribuable et de toutes autres réserves distribuables; et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction des réserves légales se rapportant à la catégorie de parts sociales (la «Catégorie de Parts») devant être annulées; mais réduit (i) du montant de toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) de toutes sommes devant être mises en réserve(s), conformément aux exigences de la loi ou des Statuts, telles qu'indiquées, à tout moment, dans les Comptes Sociaux Intérimaires concernés (sans, pour éviter toute ambiguïté, toute double comptabilisation) de sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

où;

AA = Montant Disponible,

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés),

P = toute prime en parts sociales librement distribuable et toutes autres réserves librement distribuables,

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de réserve légale se rapportant à la Catégorie de Parts Sociales à annuler,

L = pertes (y compris les pertes reportées),

LR = toutes sommes devant être mises en réserve en vertu des exigences de loi ou des Statuts

Le capital social émis de la Société est fixé à cinq millions six cent huit mille quatre cent soixante-treize Livres Sterling et neuf pence (5.608.473,09 GBP) représenté par:

(i) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent quatorze (70.105.914) parts sociales de catégorie A (les "Parts Sociales de Catégorie A");

(ii) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent quatorze (70.105.914) parts sociales de catégorie B (les "Parts Sociales de Catégorie B");

(iii) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent treize (70.105.913) parts sociales de catégorie C (les "Parts Sociales de Catégorie C");

(iv) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent treize (70.105.913) parts sociales de catégorie D (les "Parts Sociales de Catégorie D");

(v) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent treize (70.105.913) parts sociales de catégorie E (les "Parts Sociales de Catégorie E");

(vi) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent quatorze (70.105.914) parts sociales de catégorie F (les "Parts Sociales de Catégorie F");

(vii) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent quatorze (70.105.914) parts sociales de catégorie G (les "Parts Sociales de Catégorie G"); et

(viii) soixante-dix millions cent cinq mille neuf cent quatorze (70.105.914) parts sociales de catégorie H (les "Parts Sociales de Catégorie H").

(les Parts Sociales de Catégorie A, Parts Sociales de Catégorie B, Parts Sociales de Catégorie C, Parts Sociales de Catégorie D, Parts Sociales de Catégorie E, Parts Sociales de Catégorie F, Parts Sociales de Catégorie G et Parts Sociales de Catégorie H sont désignées collectivement les «Parts Sociales», et les détenteurs de celles-ci les «Associés»), la valeur nominale de chaque part sociale étant de un Penny (0,01 GBP) et chaque Part Sociale conférant les droits et obligations stipulés dans les présents Statuts.

En plus du capital social, peut être créé un compte de prime sur lequel sera versée toute prime payée au titre d'une Part Sociale. Le montant dudit compte de prime est à la libre disposition du ou des Associés.

Chaque Part Sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des Associés, adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par annulation de Parts Sociales, y compris par annulation d'une ou plusieurs Catégories de Parts Sociales entières par rachat et annulation de la totalité des Parts Sociales émises de cette (ces) Catégorie(s) de Parts Sociales. En cas de rachat et d'annulation de Catégories de Parts Sociales, ces annulations et rachats de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par les Parts Sociales de Catégorie H).

La Société peut racheter ses Parts Sociales sous réserve des dispositions de la loi en vigueur et dans l'ordre de priorité suivant:

aucune Part Sociale de Catégorie A ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie B en circulation;

aucune Part Sociale de Catégorie B ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie C en circulation;

aucune Part Sociale de Catégorie C ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie D en circulation;

aucune Part Sociale de Catégorie D ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie E en circulation;

aucune Part Sociale de Catégorie E ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie F en circulation;

aucune Part Sociale de Catégorie F ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie G en circulation;

aucune Part Sociale de Catégorie G ne pourra être rachetée si la Société a, à la date du rachat, des Parts Sociales de Catégorie H en circulation.

En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Catégorie de Parts, cette Catégorie de Parts Sociales confère aux détenteurs de celles-ci un droit, au prorata de leur détention dans cette Catégorie de Parts Sociales, au Montant Disponible (sous réserve, toutefois, du Montant Total de l'Annulation, tel que déterminé par l'assemblée générale des Associés), et les détenteurs des Parts Sociales remboursées et annulées recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des Parts Sociales de la Catégorie de Parts Sociales concernée détenue par eux et annulée.

La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Catégorie de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

Le Montant Total de l'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des Associés, sur la base des Comptes Sociaux Intérimaires. Sauf résolution contraire de l'assemblée générale des Associés, adoptée conformément à la procédure de modification des Statuts, le Montant Total de l'Annulation pour chacune des Catégories H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible de la Catégorie de Parts Sociales concernée au moment de son annulation, sous réserve toutefois que le Montant Total de l'Annulation n'excédera en aucun cas ce Montant Disponible.

En cas de rachat et d'annulation des Parts Sociales de la Catégorie concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale deviendra due et payable par la Société aux Associés concernés."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ six mille deux cents Euro (EUR 6.200.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte a été lu à la mandataire des comparants connue du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, la mandataire de la partie comparante signe l'acte avec le notaire.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 1^{er} décembre 2015. 2LAC/2015/27233. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196483/392.

(150220711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

International Chemical Investors S.E., Société Européenne.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 105.416.

International Chemical Investors VII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 172.526.

Im Jahre zweitausendsechzehn, den zweiten Februar.

Vor mir, Notarin Martine SCHAEFFER, mit dem Amtssitz in Luxembourg.

Sind erschienen:

I. Herr Robert LANGMANTEL, geschäftsführender Verwaltungsrat, mit beruflicher Anschrift in 2a, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, handelnd in seiner Eigenschaft als geschäftsführender Verwaltungsrat der Europäischen Aktiengesellschaft INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS S.E., mit Sitz in 2a, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 105.416.

II. Herr Robert LANGMANTEL, vorbenannt, handelnd in seiner Eigenschaft als geschäftsführender Verwaltungsrat der Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS VII S.A., mit Sitz in 2a, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 172.526.

Die vorgenannten Erschienenen, handelnd wie vorerwähnt, ersuchen den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

Die Europäische Aktiengesellschaft INTERNATIONAL CHEMICAL HOLDING S.E., mit Sitz in 2a, rue des Capucins, L-17313 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 105.416, wurde gegründet durch Urkunde, aufgenommen durch den Notar Henri HELLINCKX, mit damaligem Amtssitz in Mersch (Großherzogtum Luxemburg) am 16. Dezember 2004 und im Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) unter der Nummer 396 vom 29. April 2005, veröffentlicht.

Die Satzungen wurden letztmalig abgeändert gemäß Urkunde des vorbenannten Notars vom 14. Januar 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 547 vom 13. März 2010. Der Name und die Rechtsform der Gesellschaft wurden geändert von INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS S.A. (société anonyme / Aktiengesellschaft) in INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS S.E. (société européenne / Europäische Gesellschaft); sie hat ein voll eingezahltes Kapital von EUR 300.000,- (dreihunderttausend Euro) eingeteilt in 3.000 (dreitausend) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 100,- (einhundert Euro).

Die Gesellschaft INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS S.E., hält die gesamten Anteile, d.h. 100 % des Gesellschaftskapitals der Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS VII S.A., mit Sitz in 2a, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 172.526, welche gegründet wurde durch Urkunde, aufgenommen durch den vorbenannten Notar vom 28. September 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2894 vom 29. November 2012. Sie

hat ein Kapital von EUR 31.000,- (einunddreißigtausend Euro), eingeteilt in 31.000 (einunddreißigtausend) Aktien von je EUR 1,- (einem Euro).

Die vorbezeichneten Gesellschaften haben keinerlei andere Titel ausgegeben, welche ein Stimmrecht oder besondere Rechte einräumen würden.

1. International Chemical Investors S.E. (die aufnehmende Gesellschaft) beabsichtigt, gemäß Artikel 278 und 279 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, so wie abgeändert, mit der Gesellschaft INTERNATIONAL CHEMICAL INVESTORS VII S.A. (die übertragende Gesellschaft) zu verschmelzen durch Einverleibung der Letztgenannten.

2. Die Operationen der übertragenden Gesellschaft sind buchhaltungstechnisch für Rechnung der aufnehmenden Gesellschaft zu betrachten ab dem 1. Januar 2016.

3. Den Geschäftsführern, Kommissaren oder Wirtschaftsprüfern der verschmelzenden Gesellschaften wird keinerlei Vorteil gewährt.

4. Zwischen den Parteien ist die Verschmelzung wirksam ein Monat nach Veröffentlichung des Verschmelzungsplanes im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, gemäß Artikel 9 des Gesetzes über Handelsgesellschaften.

5. Während eines Monats ab Veröffentlichung des Verschmelzungsplanes im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, haben die Gesellschafter der aufnehmenden Gesellschaft das Recht, die in Artikel 267 (1) a) b) und c) des Gesetzes über Handelsgesellschaften aufgezählten Dokumente am Sitz der Gesellschaft einzusehen und eine Kopie aller Dokumente auf einfache Anfrage und zu ihren Kosten zu erhalten.

6. Während des gleichen Zeitraumes haben ein oder mehrere Gesellschafter der aufnehmenden Gesellschaft, welche mindestens 5 % (fünf Prozent) des gezeichneten Gesellschaftskapitals darstellen, das Recht die Einberufung einer Generalversammlung zu verlangen, welche über die Genehmigung der Verschmelzung beschließt.

7. Die übertragende Gesellschaft besitzt keinerlei Immobilien.

8. Durch die Verschmelzung durch Einverleibung ändert nichts, weder am Kapital noch an der Anzahl der Anteile der aufnehmenden Gesellschaft.

9. In Ermangelung der Einberufung einer Generalversammlung oder der Verwerfung des Verschmelzungsplanes durch diese, wird die Fusion, wie vorerwähnt unter 4., endgültig und bringt die Rechtswirksamkeit gemäß Artikel 274 des Gesetzes über Handelsgesellschaften mit sich, insbesondere unter Punkt a) besagten Artikels.

10. Die verschmelzenden Gesellschaften halten die gesetzlichen Vorschriften ein bezüglich der zu tätigen Erklärungen für die Begleichung jeglicher eventuellen Abgaben oder Steuern, welche aus der endgültigen Verwirklichung der Einbringung im Rahmen der Verschmelzung hervorgehen.

11. Den Organen der übertragenden Gesellschaft wird bei endgültiger Verwirklichung der Verschmelzung, nämlich ein Monat nach Veröffentlichung des Verschmelzungsplanes im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, wie vorerwähnt unter Punkt 4., Entlast erteilt.

12. Sämtliche Unterlagen der übertragenden Gesellschaft bleiben während des gesetzlichen Zeitraumes am Sitz der aufnehmenden Gesellschaft hinterlegt.

13. Formalitäten - Die aufnehmende Gesellschaft:

- führt alle gesetzlich vorgeschriebenen Formalitäten zur Bekanntmachung der Einbringungen im Rahmen der Fusion aus;

- verpflichtet sich die nötigen Erklärungen und Formalitäten bei jeglichen betroffenen Verwaltungen zu tätigen um die eingebrachten Elemente der Aktiva auf ihren Namen zu übernehmen;

- führt alle Formalitäten durch um die Übertragung der Güter und Rechte auf ihren Namen Dritten gegenüber wirksam zu mache.

14. Übergabe der Titel - Bei endgültiger Verwirklichung der Verschmelzung wird die übertragende Gesellschaft der aufnehmenden Gesellschaft die Originale aller ihrer Gründungs- und Abänderungstitel übergeben sowie die Buchhaltungsbücher und andere buchhalterische Unterlagen, die Eigentumstitel oder -belege aller Aktiva, die Belege zu den verwirklichten Operationen, die Mobiliarwerte sowie alle Verträge (Darlehen, Arbeitsverträge, Treuhandverträge ...), Archive, Schriftstücke und andere jegliche Unterlagen in Bezug auf die übertragenen Werte und Rechte.

15. Kosten und Gebühren - Alle Kosten, Gebühren und Honorare im Rahmen der Verschmelzung sind zu Lasten der aufnehmenden Gesellschaft.

16. Die aufnehmende Gesellschaft übernimmt die gegebenenfalls durch die übertragende Gesellschaft geschuldeten Steuern auf das Kapital und die Gewinne bezüglich der noch nicht definitiv besteuerten Geschäftsjahre.

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 271 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Zwecks Einregistrierung erklären die Gesellschaften, dass die Einverleibung der Gesamtheit aller Aktiva und Passiva der übertragenden Gesellschaft an die aufnehmende Gesellschaft, welche in der Europäischen Gemeinschaft bestehen, unter Anwendung des Artikels 4-1 des Gesetzes vom 29. Dezember 1971, so wie dies abgeändert wurde, getätigt wird, welcher die Freistellung von der Registrierungsgebühr auf Einbringungen vorsieht.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxembourg, im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchliche Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R. Langmantel et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 03 février 2016. 2LAC/2016/2507. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-
Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2016.

Référence de publication: 2016062311/104.

(160023971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Backstein Finanzgesellschaft A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Epernay.

R.C.S. Luxembourg B 93.219.

L'an deux mil seize, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange/Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société de gestion de patrimoine familial sous forme de société anonyme "BACKSTEIN FINANZGESELLSCHAFT A.G S.A.", avec siège social au 16, rue d'Epernay L-1490 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 2 mai 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 549 du 21 mai 2003, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 93.219 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange/Attert, qui se désigne également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange/Attert.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Réduction de capital social d'un montant total de quarante millions deux cent trente-deux mille sept cents euros (40.232.700,- EUR) pour le porter de son montant actuel de quarante millions deux cent soixante-trois mille sept cents euros (40.263.700,- EUR) représenté par quatre cent deux mille six cent trente-sept (402.637) actions chacune d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) par annulation de quatre cent deux mille trois cent vingt-sept (402.327) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune.

2. Modification afférente de l'article 5, premier alinéa, des statuts.

3. Pouvoirs accordés au conseil d'administration de la Société afin de procéder aux écritures comptables qui s'imposent et de modifier le registre des actionnaires suite à la prédite réduction de capital social.

4. Divers.

B) Que l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions possédées lui, sont portés sur une liste de présence; laquelle liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de l'actionnaire unique représenté, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire unique après avoir été paraphée «ne varietur» par les comparants et par le notaire instrumentant.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée et que l'actionnaire unique représenté déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité l'unique résolution suivante.

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social d'un montant total de quarante millions deux cent trente-deux mille sept cents euros (40.232.700,- EUR) pour le porter de son montant actuel de quarante millions deux cent soixante-

trois mille sept cents euros (40.263.700,- EUR) représenté par quatre cent deux mille six cent trente-sept (402.637) actions chacune d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) par annulation de quatre cent deux mille trois cent vingt-sept (402.327) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Cette réduction de capital est réalisée, avec effet rétroactif au 31 décembre 2015, comme suit:

- par apurement des pertes réalisées au 31 décembre 2015 à concurrence de trente-cinq millions six cent un mille huit cent soixante-et-onze euros et soixante-quatorze cents (35.601.871,74,- EUR); la preuve de l'existence desdites pertes a été rapportée au notaire instrumentant sur base du bilan arrêté au 15 janvier 2016, une copie dudit bilan, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement; et

- par remboursement du montant de quatre millions six cent trente mille huit cent vingt-huit euros et vingt-huit cents (4.630.828,28,- EUR) à l'actionnaire unique de la Société.

Délai de remboursement: Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la Société, le remboursement effectif aux actionnaires ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que trente (30) jours après la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'assemblée générale modifie l'article 5, premier alinéa, des statuts de la Société, comme suit:

« **Art. 5. (1^{er} alinéa).** Le capital émis de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions chacune d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), entièrement libérée.»

Troisième résolution

Suite à la réduction de capital social, l'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration de la Société pour:

- procéder aux écritures comptables qui s'imposent; et
- modifier le registre des actionnaires de la Société suite à l'annulation des prédites actions.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Redange/Attert, en l'Etude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont toutes signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. DOSTERT, V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 01 février 2016. Relation: DAC/2016/1671. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 08 février 2016.

Référence de publication: 2016062817/81.

(160024352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Dome Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 34.242,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 124.842.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of November.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

(i) GI Partners Fund II L.P., a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 160, Greentree Drive, Suite 101, Kent County, 19904 Dover, Delaware, United States of America and with registered with the Divisions of Corporations of the State of Delaware under number 3949036 8300 (the Shareholder 1);

(ii) GI Partners Side Fund II L.P., a limited partnership governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at 160, Greentree Drive, Suite 101, Kent County, 19904 Dover, Delaware, United States of America and with registered with the Divisions of Corporations of the State of Delaware under number 4099716 8300 (the Shareholder 2 and together with the Shareholder 1, the Shareholders);

both hereby represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of two (2) proxies given under private seal.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact that:

A The Shareholder 1 holds twenty-four thousand four hundred seventy-three (24,473) shares in Dome Capital S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and with a share capital amounting to thirty-four thousand two hundred forty-two Great British Pounds (GBP 34,242) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (*Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg*) under number B 124.842 (the Company).

B The Shareholder 2 holds nine thousand seven hundred sixty-nine (9,769) shares in the Company. The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Paul Bettingen, notary residing at Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 28 February 2007, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, under number 806, dated 7 May 2007.

C The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a notarial deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 8 June 2009, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 1749, dated 10 September 2009.

D The Shareholders, duly represented as stated here above, having recognised to be duly informed of the resolutions to be taken, has decided to vote on all of the items of the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the interim financial statements of the Company as of 4 November 2015 (the Interim Financial Statements);
2. Granting discharge to the managers (*gérants*) of the Company for the performance of their duties for the period from 1st January 2015 to the date of the present general meeting;
3. Dissolution of the Company and putting it into voluntary liquidation and start liquidation proceedings;
4. Appointment of the liquidator of the Company and determination of its powers; and
5. Miscellaneous.

and has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to approve the Interim Financial Statements.

Second resolution

The Shareholders resolve to grant discharge to the managers (*gérants*) of the Company for the performance of their duties for the period from of 1st January 2015 to the date of the present general meeting.

Third resolution

In compliance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the Law), the Shareholders resolve to (i) dissolve the Company and put it into voluntary liquidation with effect as of the date of the present deed (the Liquidation) and (ii) start the liquidation proceedings.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to appoint as liquidator of the Company: OLIQ Limited, a company limited by shares, having its registered office at Nemours Chambers, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and registered under number 1800949 (the Liquidator) and to grant the Liquidator with all necessary powers to undertake the liquidation procedure of the Company and notably with the powers as provided for by Articles 144 and 145 of the Law.

It was further resolved that the Liquidator will notably be empowered to:

- represent the Company during the liquidation proceedings, to dispose of all assets, to discharge the liabilities and to distribute, partially or entirely, the net assets of the Company in kind or in cash to the shareholders of the Company at any time during the Liquidation proceedings;
- accomplish any act provided for in Article 145 of the Law without having the prior approval of the shareholders of the Company and notably contribute the assets of the Company to other companies;
- withdraw, with or without payment, all intangible, privileged, secured or mortgaged rights, actions in termination, transcription, seizure, oppositions or other impediments;
- without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all movable properties and rights, and alienate the said property or properties if the case arises; and
- under its own responsibility, delegate whole or part of its powers for specific operations or tasks to one or several representatives.

In performing its duties, the Liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect fully rely on the books of the Company. The Liquidator has the authority to perform and execute all operation provided for in articles 144 and 145 of the Law, without a specific authorisation of a general meeting of shareholders.

The Liquidator may pay advances on the Liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts.

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS THE MEETING IS CLOSED.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above mentioned appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

En l'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de novembre,

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange.

ONT COMPARU:

GI Partners Fund II L.P., une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 160, Greentree Drive, Suite 101, Kent County, 19904 Dover, Delaware, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Registre de la Division des Sociétés (Division of Corporations) de l'Etat de Delaware sous le numéro 3949036 8300 (l'Associé 1);

GI Partners Side Fund II L.P., une société en commandite (limited partnership) régie selon les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 160, Greentree Drive, Suite 101, Kent County, 19904 Dover, Delaware, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Registre de la Division des Sociétés (Division of Corporations) de l'Etat de Delaware sous le numéro 4099716 8300 (l'Associé 2 et avec l'Associé 1, les Associés);

Ici toutes deux représentées par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé.

Les procurations paraphées ne varietur par le mandataire des personnes comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles personnes comparantes, représentées comme énoncées ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte comme suit:

A L'Associé 1 détient vingt-quatre mille quatre cent soixante-treize (24,473) parts sociales dans la société Dome Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L- 2163 Luxembourg, d'un capital social de trente-quatre mille deux cent quarante-deux Livres Sterling (GBP 34,242) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.842 (la Société).

B L'Associé 2 détient neuf mille sept cent soixante-neuf (9.769) parts sociales dans la Société. La Société a été constituée par un acte de Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Nidenranven, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 Février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 806, en date du 7 Mai 2007.

C Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Nidenranven, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 8 juin 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1749, en date du 10 Septembre 2009.

D Les Associés, dûment représentés comme indiqué ci-dessus, ayant reconnu avoir été dûment informés des résolutions à prendre, ont décidé de voter sur tous les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes intérimaires de la Société au 4 Novembre 2015 (les Comptes Intérimaires);
2. Décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat pour la période du 1^{er} Janvier 2015 à la date de la présente assemblée générale;
3. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société et commencement de la procédure de liquidation;
4. Nomination du liquidateur de la Société et détermination de ses pouvoirs; et
5. Divers.

et ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver les Comptes Intérimaires.

Deuxième résolution

Les Associés décident de donner décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat pour la période du 1^{er} Janvier 2015 à la date de la présente assemblée générale.

Troisième résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi), les Associés décident (i) la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation volontaire avec effet à compter de la date du présent acte et (ii) le commencement de la procédure de liquidation.

Quatrième résolution

Les Associés décident de nommer en tant que liquidateur de la Société: OLIQ Limited, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Nemours Chambers, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et immatriculée sous le numéro 1800949 (le Liquidateur) et de conférer au Liquidateur tous les pouvoirs nécessaires à la Liquidation et notamment les pouvoirs prévus par les articles 144 à 151 de la Loi.

Il a été décidé que le Liquidateur soit notamment habilité à:

- représenter la Société durant la procédure de Liquidation, à vendre tous les actifs, à s'acquitter des dettes de la Société, et à distribuer en tout ou partie les actifs nets de la Société en nature ou en espèces aux associés de la Société à tout moment au cours de la procédure de Liquidation.

- accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans autorisation préalable des associés de la Société, y compris apporter ou distribuer les actifs de la Société à d'autres sociétés.

- disposer, avec ou sans paiement, de tous les droits incorporels, privilèges, gages ou hypothèques, actions résolutoires, transcriptions, saisies, oppositions ou tout autre privilège.

- sans que l'énumération suivante ne soit limitative, vendre, échanger ou aliéner tous biens mobiliers et/ou droits de la Société, le cas échéant, et

- sous sa propre responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques et déterminées ou à un ou plusieurs mandataires.

Dans l'exercice de sa mission, le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le Liquidateur dispose de tous les pouvoirs tels que prévus aux articles 144 et 145 de la Loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par l'assemblée générale des associés.

Le Liquidateur pourra payer des avances sur le boni de Liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA REUNION EST CLOTUREE.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les personnes comparantes ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 novembre 2015. Relation: EAC/2015/26644. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015196686/168.

(150220319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

GMO-LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 169.625.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212391/9.

(150237697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.
